

Diana Alexandra Mendoza

Évènements en 2021

Les peuples autochtones à l'avant-garde de la mobilisation sociale

Le 28 avril 2021 marque le début d'une période qui sera mémorable dans l'histoire récente de la Colombie. À partir de cette date et pendant plus de deux mois, le pays a connu une série de mobilisations et de protestations sociales massives et multilocalisées sans précédent dans son histoire.

Ce déchaînement social, qui a eu quelques précédents de moindre ampleur en 2020, a été exacerbé par les mesures fiscales draconiennes que le gouvernement d'Iván Duque entendait imposer sous prétexte de la crise générée par la pandémie de COVID-19. Bien que ces mesures menaçaient d'aggraver la pauvreté et les énormes écarts d'inégalité dans lesquels le pays est englués depuis des décennies, la vérité est que la protestation massive a été l'explosion d'une accumulation d'aberrations économiques, sociales, politiques et humanitaires que la plus grande partie de la société colombienne subit depuis des décennies sur fond de trafic de drogue et de conflit armé interne.

En 2021, les espaces urbains ont été les scénarios privilégiés des protestations, ce qui a révélé la gravité de la répression officielle et du para militarisme qui ont historiquement affecté les secteurs les plus défavorisés et vulnérables des zones rurales, mais qui ont été présentés au public et à la communauté internationale sous la bannière d'une lutte héroïque sans fin contre les voyous, les guérilleros et les cultivateurs de coca. Cette fois, les villes ont été le théâtre direct de l'action disproportionnée des forces de sécurité, et leurs habitants ont pu l'enregistrer en direct par le biais des réseaux sociaux, des médias communautaires et des universitaires comme la cause principale de la violation massive des droits de l'homme et de la criminalisation de la protestation sociale. Dans ce climat d'animosité officielle à l'encontre de ceux qui sont descendus dans la rue pacifiquement, il y a eu des dizaines d'homicides, de mutilations oculaires, d'abus sexuels, de blessures, de détentions illégales, des centaines de personnes disparues et même du vandalisme clandestin. En l'espace de deux mois seulement, plus de 3 000 agressions ont été enregistrées, dont la plupart ont été attribuées aux forces de sécurité et aux civils armés qui ont soutenu les actions policières répressives contre les jeunes et les communautés mobilisés dans les différentes villes.

Ce soulèvement social a sans aucun doute été l'événement le plus important de l'année 2021 et de l'histoire récente du pays, et les communautés et organisations ethniques qui y ont pris une part active ont, cette fois, quitté leurs propres territoires pour rejoindre la grande mobilisation. De tous les coins du pays, des

membres de différents peuples autochtones se sont rendus dans des villes telles que Bogotá, Cali, Medellín, Pasto, Quibdó, Popayán, et ont rejoint la manifestation, démontrant ainsi de nouvelles formes de dialogue et d'interaction avec la population. Des gardes autochtones ont fait bénéficier les manifestants de leur capacité à les protéger sur les sites de rassemblement et pendant les marches; des chamanes et des sages ont organisé et réalisé des cérémonies de soins et des célébrations culturelles; des femmes autochtones ont pris l'initiative de préparer des marmites communautaires pour nourrir les manifestants; et certains jeunes autochtones ont pris l'initiative de démolir les statues et les symboles du colonialisme, de la dépossession et du pillage du peuple colombien, tout en participant à l'érection de nouvelles représentations de la résistance populaire et de l'émancipation. Selon les termes du Conseil régional autochtone du Cauca (CRIC) :

Pendant cette période, la minga a entrepris d'arroser et de fertiliser la graine de la lutte qui avait été semée ici. Cela s'est fait en accompagnant autant de points de résistance que possible, au son de la danse, des flûtes et des tambours. En distribuant de la nourriture dans les quartiers marginalisés, en démasquant et en prenant des mesures contre les civils et militaires qui ont infiltré et vandalisé la grève nationale. En ouvrant des couloirs humanitaires pour l'approvisionnement en médicaments, en nourriture et en carburant. En enseignant ce qu'est la minga et les formes ancestrales d'organisation et de lutte.

La capacité de mobilisation massive et pacifique du mouvement autochtone et ses formes de résistance ont eu un impact sur la population protestataire, en générant de nouvelles formes de reconnaissance mutuelle, en remettant en question des formes séculaires de discrimination et d'exclusion, et en repositionnant le mouvement autochtone et afro descendant comme un élément essentiel des processus de transformation sociale, économique et politique et de construction de la paix réclamés par la majorité de la population du pays.

Malheureusement, le regain d'empathie entre les secteurs autochtones et la population protestataire en général a commencé à être dépeint dans les médias du régime comme une menace contre les « bonnes gens » vivant dans les villes, allant jusqu'à proposer des justifications pour les attaques armées par les forces de sécurité et les paramilitaires urbains contre les autochtones mobilisés, en particulier dans les villes de Cali, Popayán et Bogotá. Ces agressions se sont poursuivies au fil du temps malgré les appels de diverses organisations internationales de défense des droits de l'homme telles que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) :

La Commission interaméricaine déplore le fait que, pendant les manifestations [en Colombie], on ait identifié diverses expressions publiques qui stigmatisent la protestation sociale et, en particulier, les manifestants des peuples autochtones et les membres de la Minga autochtone. En particulier, la CIDH a appris que des groupes de civils armés ont tiré sans discernement contre une manifestation composée

d'Autochtones le 9 mai dans la ville de Cali. La CIDH estime que la participation de civils à des actes de répression et à des attaques avec des armes à feu contre des manifestants est extrêmement grave.

Ces accusations de la part de fonctionnaires du gouvernement et de membres de leurs partis alliés ont eu comme conséquence une stigmatisation ouverte qui a trouvé un écho dans les secteurs sociaux et les médias les plus belliqueux, et un nombre encore indéterminé de personnes autochtones ont subi des violences au plus fort des manifestations dans différentes parties du pays. Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'attaque conjointe des forces de sécurité et de civils armés contre la Minga autochtone dans la ville de Cali a été amplement documentée. Le CRIC précise:

Plus de 10 mingueros et mingueras ont subi dans leur chair même les attaques de la police et de leurs amis; les uns habillés en noir et les autres en blanc, mais tous deux avec des armes à la main. Nous avons dû faire les frais des monopoles médiatiques départementaux et locaux qui ne faisaient que nous montrer du doigt, nous discriminer et nous stigmatiser.

Pour la plupart des peuples autochtones et des communautés ethniques de Colombie, les mobilisations de 2021 contre les inégalités, la pauvreté, la corruption, la guerre et la cartellisation du pouvoir politique et économique n'étaient qu'une continuation de leurs luttes historiques, mais leur participation à celles-ci a sans aucun doute renforcé les liens avec, notamment, les populations urbaines, les travailleurs, les étudiants, les commerçants, les écologistes. En outre, elle a contribué de manière décisive à briser les symboles et les représentations sur lesquels les élites et les groupes de pouvoir se sont appuyés pendant des siècles. Ainsi, le pays est entré dans un processus de transformation sans précédent, et les peuples autochtones et les communautés ont été des protagonistes de premier plan, ouvrant des voies au sein de la diversité, donnant un exemple d'organisation et campant les changements à venir dans l'imaginaire collectif.

La prolongation de la guerre et les crises humanitaires

En 2021, la plupart des 24 alertes anticipées émises par le bureau de l'*ombudsman* colombien pour prévenir les autorités de la perpétration probable d'actes de violence se sont concentrées sur les menaces pesant sur les régions habitées par des peuples et des communautés autochtones et afro descendantes, notamment dans les départements de Chocó, Antioquia, Cauca, Valle del Cauca, Nariño, Putumayo, Casanare et Vichada.

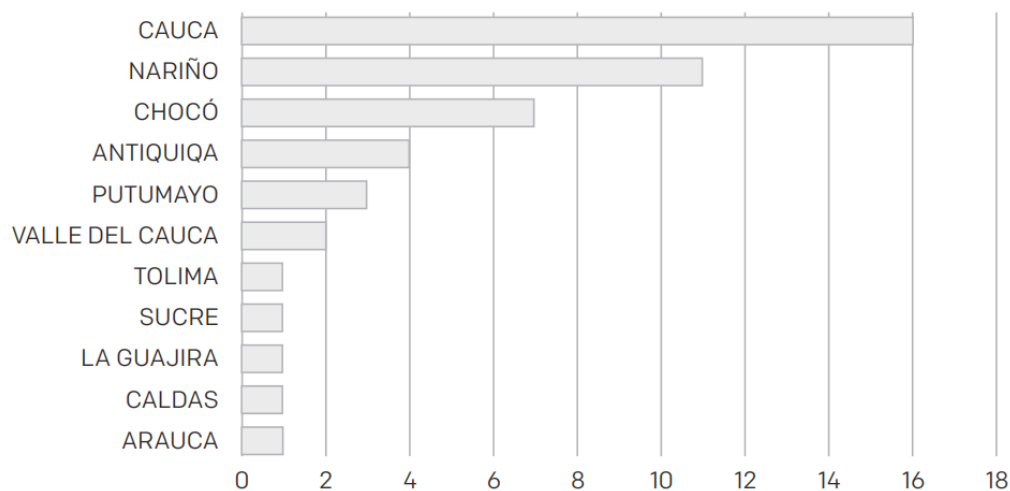
En général, l'analyse qui sous-tend les alertes anticipées du bureau de l'*ombudsman* signale la reconfiguration de scénarios de risque créés par les groupes armés illégaux qui n'ont jamais cessé d'opérer dans ces régions et qui se disputent en permanence, entre autres, le contrôle des territoires, les routes du trafic de la drogue, le trafic d'intrants et d'essence pour la transformation de la coca, l'exploitation minière illégale, le trafic d'armes de même que le soutien de politiciens et de gouvernements corrompus. Les acteurs impliqués dans ce conflit

perpétuel sont les dénommés GAOMIL (Groupes armés organisés hors-la-loi), plus précisément des factions de guérilla et des narco-paramilitaires.

Pour sa part, l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC), dans son *Troisième rapport sur l'impact des droits de l'homme et territoriaux sur les peuples autochtones de Colombie*, a également indiqué qu'en 2021, les actions des groupes armés illégaux et des forces de sécurité sont entrées dans une nouvelle spirale de violence et de violations massives des droits individuels et collectifs sous la forme de confinement territorial des populations; de déplacements forcés massifs; de harcèlement et de recrutement forcé de mineurs (avec un record significatif de 134 recrues autochtones). À ces chiffres, il faut ajouter le rapport d'INDEPAZ selon lequel, en 2021, 48 autochtones ont été assassinés, la plupart dans les départements de Cauca, Nariño et Chocó. Il s'agit, en d'autres termes, de la frange occidentale du pays, sur la côte du Pacifique, et les plus violemment affectés sont les peuples Embera, Wounaan, Nasa et Awá, ainsi que les communautés traditionnelles afro descendantes vivant sur leurs territoires collectifs.

La réponse du gouvernement colombien à l'avancée de la violence dans ces territoires a été nulle. Malgré les avertissements de risque imminent émis par le bureau de *l'ombudsman*, les communautés sont complètement abandonnées aux agressions de ces groupes armés.

Homicides d'Autochtones en Colombie – 2021



Source: Élaboration personnelle basée sur INDEPAZ, 2021

Enfin, il importe de souligner qu'un grand nombre des territoires autochtones présentant les taux les plus élevés de violations des droits de l'homme et d'augmentation des conflits armés sont situés dans la région Pacifique du Chocó, dans des zones où sont prévus des projets d'extraction à grande échelle et d'infrastructure:

(En plus du port de Tribugá), il est aussi question d'une série de projets de développement non durable qui affectent la vie dans cette région. Le port

de Cupica à Bahía Solano, la privatisation de la rivière Atrato, les projets hydroélectriques sur les rivières San Juan et Baudó, et la construction d'un canal sec interocéanique qui relierait, par trains, le Pacifique et la mer des Caraïbes, affectant l'écosystème et les communautés qui, pendant des années, ont défendu le territoire du Darién. Ce plan est composé d'une série de sous-projets (...). À cela s'ajoute la monoculture du palmier à huile reliée à la spoliation des terres, aux mégamines légales et illégales, au trafic de drogue, au trafic d'armes, à l'exploitation forestière illégale et à la traite des êtres humains. (Redepaz)

Les femmes autochtones sur la sellette

Après le confinement et le repli des dynamiques organisationnelles à la suite de la pandémie de COVID-19, en 2021, les femmes de la plupart des autochtones colombiennes ont continué à consolider leur influence dans l'organisation et la gouvernance de leurs communautés et territoires. Au cours de cette année, la participation des femmes autochtones et afro descendantes a continué à s'accroître non seulement à la tête de leurs propres gouvernements et organisations régionales et nationales (gouvernorat de cabildos, cacicazgos, conseils et postes administratifs), mais elles se sont aussi encore plus impliquées dans la conception et la gestion directe des plans de vie et de leurs propres projets de développement sur leurs territoires.

Malheureusement, l'entrée manifeste des femmes dans les sphères politiques et administratives de leurs communautés – plusieurs d'entre elles s'exposant à la guerre, au trafic de drogue, à l'extractivisme et à la dégradation de l'environnement – leur a attiré des menaces contre leur vie et leur intégrité. En avril 2021, par exemple, a eu lieu l'assassinat emblématique de Sandra Liliana Peña, une femme autochtone Nasa, gouverneure de sa réserve dans le département du Cauca. Les causes du meurtre sont directement liées à sa décision de faire respecter leur propre loi, de protéger leur territoire des dommages environnementaux et de lutter contre la culture de la coca et les couloirs de trafic de la drogue. Des cas similaires de menaces et d'assassinats à l'encontre de femmes défenseuses de territoires ethniques se sont produits dans d'autres régions du pays, mettant en évidence la plus grande vulnérabilité des femmes qui mènent des processus d'auto gouvernance et de protection de leurs droits, territoires et ressources naturelles.

Un autre fait remarquable qui corrobore la montée en puissance des femmes dans la vie sociale et politique, non seulement au sein de leurs communautés, mais aussi dans l'ensemble du pays, a été l'apparition sur la scène politique nationale de Francia Márquez et de María Uriana Guariyú, la première étant originaire des territoires ethniques du nord du département du Cauca et la seconde étant une autochtone Wayúu du département de La Guajira.

Ces femmes, qui ont lutté pour les droits humains et environnementaux dans leurs territoires, ont ouvert un espace politique d'importance nationale et se sont lancées

comme candidates à la présidence de la République pour les élections qui se tiendront en 2022. Il ne fait aucun doute que l'aspiration de ces femmes sur un pied d'égalité avec les autres candidats est un autre signe des profonds changements politiques qui ont lieu au sein des communautés autochtones en même temps qu'il s'agit d'un véritable défi pour les pouvoirs dominants sclérosés qui tentent de maintenir le statu quo et leurs privilèges en détruisant les fondements de la démocratie.

Les Raizales de San Andrés et Providencia dans l'œil du cyclone

L'archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, dans les Caraïbes colombiennes, est le territoire insulaire le plus éloigné du continent. La plupart de ses habitants sont des Afro caribéens qui ont leurs propre langue, culture et traditions de sorte qu'ils ont été reconnus par la Constitution et la loi comme sujet collectif de droit.

Il est évident que l'énorme distance géographique entre l'archipel et le continent a constitué une barrière de protection pour le peuple Raizal et sa culture, mais elle a également été un facteur d'isolement et d'abandon par l'État, ce qui est devenu dramatique après la dévastation causée par l'ouragan Lota en novembre 2020.

Cet ouragan de catégorie 5 a laissé 98 % de l'île détruite, raison pour laquelle le président Iván Duque a promis de reconstruire l'île en 100 jours. Cependant, tout au long de l'année 2021, le peuple Raizal a continué à subir les effets de la catastrophe sans aucune réponse efficace, à tel point qu'ils ont décidé d'intenter des actions de protection constitutionnelle afin de freiner la violation massive des droits à laquelle ils ont été condamnés par le gouvernement national, et afin d'assurer le retour sur les îles d'un grand nombre de familles Raizal qui avaient été forcées de migrer après l'ouragan.

Dans cette crise douloureuse pour l'archipel, où la calamité cyclonique s'ajoute aux impacts dévastateurs de la pandémie et du déclin du tourisme, l'État doit prendre des mesures d'aide humanitaire urgentes pour surmonter les défis les plus pressants, comme la fourniture d'abris, de nourriture, de médicaments et d'eau potable. (Dejusticia)

Malheureusement, les tribunaux de première et deuxième instance ont refusé la protection des droits collectifs du peuple Raizal qui sont maintenant en attente de révision par la Cour constitutionnelle. Entre-temps, les Raizal craignent à juste titre que la négligence du gouvernement à l'égard de leurs droits et son intention de « relocaliser » les familles touchées par l'ouragan sur le continent ne fassent partie de la reprise d'un plan sinistre visant à les « colombianiser » et à exploiter les îles sans la présence inconfortable du peuple Raizal.

À l'époque, au milieu du 20e siècle, le gouvernement colombien envisageait de « relocaliser » toute la population des îles sur la côte, près de

Barranquilla, et de recoloniser les îles éloignées en y installant des groupes de population de l'intérieur. Cela devait déboucher sur une colombianisation complète et mettre un terme à tous les arguments en faveur de l'indépendance culturelle et politique de San Andrés et Providencia. Les protestations redoutées et le caractère irréalisable d'une telle mesure ont conduit à l'abandon d'un tel plan au profit d'un autre, plus subtil.

Diana Alexandra Mendoza est une anthropologue colombienne, titulaire d'un master en droits de l'homme, démocratie et État de droit, et spécialiste en gestion culturelle. Elle est associée à INDEPAZ et IWGIA en tant que chercheuse indépendante. Elle a une grande expérience des droits individuels et collectifs, l'environnement et la culture. Traduction de l'espagnol pour le GITPA par **Marie – France Labrecque**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine